

unicef 
pour chaque enfant

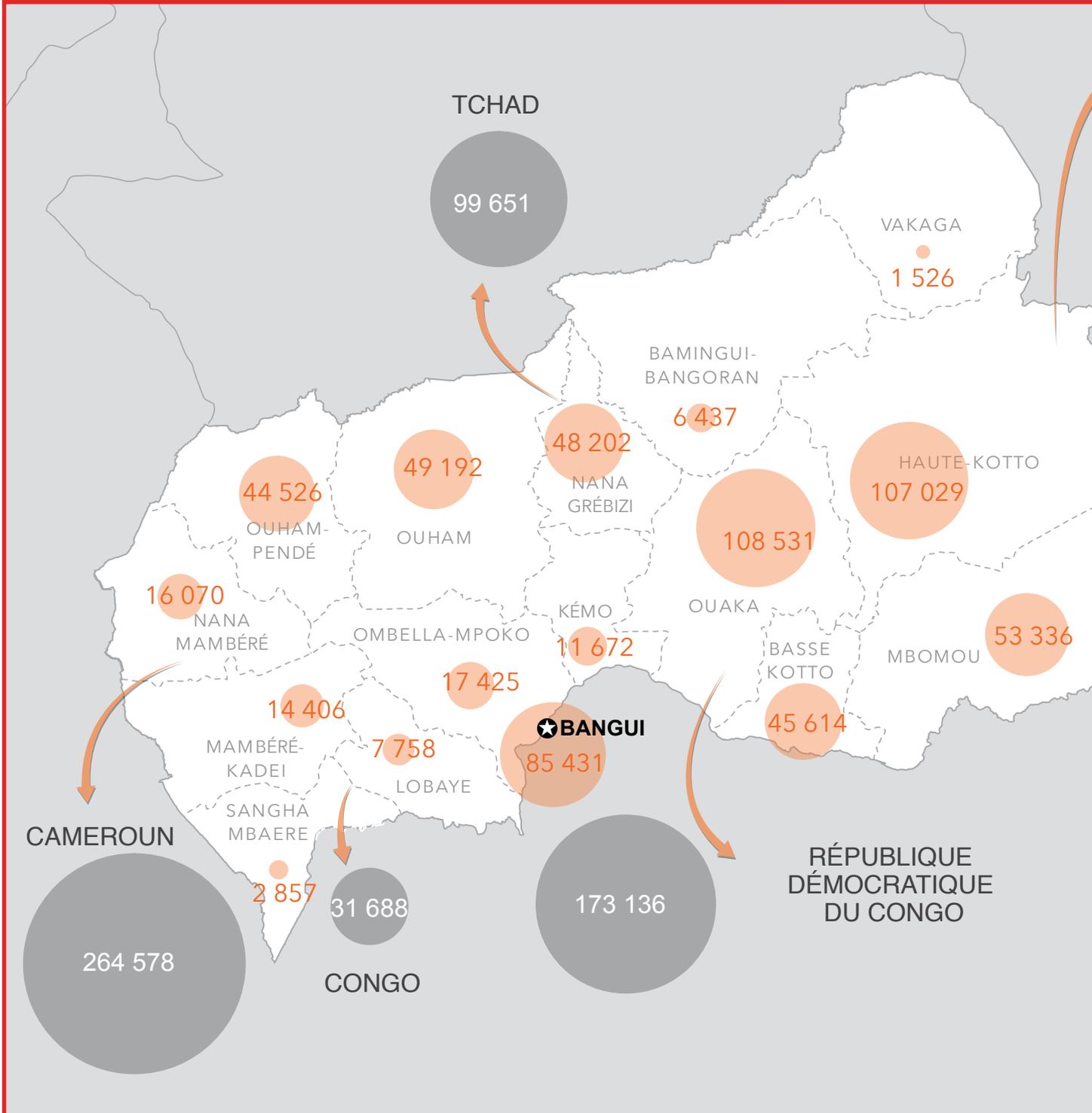


UNICEF **SOS ENFANTS** | Novembre 2018

LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Une urgence négligée : les enfants ont besoin d'aide
et de protection, ainsi que d'un avenir

La République centrafricaine



Source: OCHA et HCR.

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part des Nations Unies.



Dans ce SOS Enfants :

Aperçu général: Reprise des conflits + pauvreté = danger pour les enfants 2

1. Des enfants et des familles déplacés et attaqués 7
2. Des taux de malnutrition alarmants – et le pire reste peut-être à venir 9
3. L'éducation en situation d'urgence: apprendre sous le feu des armes 11
4. Protéger les enfants et les jeunes de séquelles durables 13
5. Le besoin urgent de sécurité et de paix 16
6. Financement de l'action d'urgence 20



APERÇU GÉNÉRAL :

Reprise des conflits + pauvreté = danger pour les enfants



En décembre 2013, Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA), a été plongée dans un bain de sang. La violence a brièvement fait la une de la presse internationale et laissé craindre la faillite de l'État et un éventuel génocide, avant de diminuer progressivement.

Mais les tous premiers signes de relèvement et de reconstruction de la RCA ont maintenant laissé place à une forte recrudescence des combats, qui se sont étendus à des régions du pays auparavant épargnées par la violence. Aujourd'hui, la vie est peut-être encore plus difficile et plus dangereuse pour les enfants qu'elle ne l'était au plus fort de la crise.

Et, à en juger par l'attention accordée à la RCA, quasiment personne ne suit ce qui se passe dans ce vaste pays enclavé situé au cœur de l'Afrique.

Deux enfants sur trois ont besoin d'aide humanitaire. Un enfant sur quatre est déplacé ou réfugié. La famine se lit sur les corps squelettiques des enfants qui ont la chance de parvenir jusqu'au service nutrition du seul hôpital pédiatrique du pays. Quasiment tous les enfants

de RCA ont besoin d'être protégés des combats et de leurs nombreuses répercussions.

Ceux qui ont rejoint des groupes armés parce que leurs parents ont été tués ou parce qu'ils vivaient dans une grande pauvreté, et qui ont fini par en partir parce qu'ils étaient terrifiés, affamés ou avaient compris que cela ne mènerait nulle part, ont désespérément besoin d'un répit, de nouvelles perspectives et de la possibilité de mener une vie décente. Les filles dont le corps a été violenté, que ce soit par des militants armés ou parce que la pauvreté absolue les a amenées à se prostituer, ont de toute urgence besoin de soins et de soutien.

Avant tout, les enfants de la République centrafricaine ont besoin de sécurité. Les endroits où ils sont censés trouver de la protection et du soutien – notamment les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte – sont de plus en plus souvent attaqués par les groupes armés qui contrôlent et terrorisent les quatre-cinquièmes du pays. Venir en aide aux enfants est dangereux, et parfois mortel.

« Cette crise a lieu dans l'un des pays les plus pauvres et les moins avancés du monde, et l'un des plus dangereux pour le personnel humanitaire. La situation des enfants est désespérée. »

Christine Muhigana, Représentante de l'UNICEF en République centrafricaine



© UNICEF/UN0239450/GILBERTSON VII PHOTO

Cette crise s'inscrit dans le contexte d'une situation d'urgence sur le plan du développement. La République centrafricaine se classe au 188^e rang de 189 pays selon l'indice de développement humain des Nations Unies, un indicateur composite qui évalue l'espérance de vie, le revenu et le niveau d'éducation. Les taux de mortalité néonatale sont les deuxièmes les plus élevés du monde. Près de la moitié de la population n'a pas accès à de l'eau salubre. Les trois quarts sont privés d'installations sanitaires de base. Et le taux d'abandon scolaire atteint le niveau vertigineux de 70 %.

Malheureusement, il y a aujourd'hui en RCA plus de personnes qu'il y a 10 ans qui vivent dans la pauvreté extrême.

La crise humanitaire et la situation d'urgence en matière de développement s'aggravent mutuellement, au grand détriment d'enfants qui sont déjà parmi les plus vulnérables et les plus oubliés du monde entier. Pour

que les enfants et les familles de la RCA parviennent un jour à sortir d'années de crises à répétition, il leur faudra beaucoup plus de secours d'urgence, ainsi qu'une stratégie de développement qui agisse avec la rapidité propre aux interventions d'urgence. Pendant au moins la décennie à venir, cette stratégie nécessitera un financement pluriannuel suffisamment prévisible et souple pour surmonter les revers et les chocs inévitables.

« Les enfants de la République centrafricaine sont abandonnés à leur sort depuis trop longtemps », déclare Christine Muhigana, Représentante de l'UNICEF en RCA. « Ils ont besoin d'aide et attention maintenant et en auront besoin à long terme. »

La situation des enfants et des jeunes de RCA qui ont besoin d'aide et d'attention dans différents secteurs est décrite dans les pages qui suivent. Ils ne méritent rien de moins.



© UNICEF/UN0239542/GILBERTSON VII PHOTO

LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE EN CHIFFRES

Une crise quasiment oubliée, dangereuse et qui s'aggrave pour les enfants :

- **Deux enfants centrafricains sur trois ont besoin d'aide humanitaire**, soit 1,5 million d'enfants, contre 1,2 million en 2016.
- Les déplacements s'intensifient. On compte aujourd'hui **plus de 620 000 Centrafricains déplacés**, contre 369 000 en juin 2015.
- **Plus de 573 000 Centrafricains ont trouvé refuge** dans des pays voisins.
- **La malnutrition s'aggrave**. Le nombre d'enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ne cesse d'augmenter, passant de 2 348 en 2014 à plus de 43 000 en 2019 d'après les projections.
- **L'ampleur de la faim est « extrêmement alarmante »** : la République centrafricaine se classe au dernier rang de 119 pays d'après l'indice mondial de la faim de 2018.
- En 2017, la dernière année pour laquelle on dispose de données, **la République centrafricaine était le quatrième pays le plus dangereux au monde pour le personnel humanitaire**, après le Soudan du Sud, la République arabe syrienne et l'Afghanistan.
- **Malgré la nette intensification des combats et des déplacements, seul 44 % de l'objectif de financement humanitaire de l'UNICEF en RCA, fixé à 56,5 millions de dollars É.-U. pour 2018, avait été atteint en octobre**. En septembre, l'action humanitaire internationale globale n'avait été financée qu'à hauteur de 36 %.





© UNICEF/UN0239466/GILBERTSON VII PHOTO

L'un des pays les moins avancés et les plus pauvres du monde

- **L'espérance de vie** moyenne **des enfants centrafricains est de 52 ans** – c'est la plus basse du monde.
- **Près de la moitié de la population n'a pas accès à de l'eau salubre** et les trois quarts sont privés d'accès à des installations sanitaires de base.
- **Moins de trois enfants centrafricains sur cinq achèvent le cycle d'enseignement primaire.**
- **Plus des deux tiers des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans** et 29 % le sont avant l'âge de 15 ans.
- La République centrafricaine est de plus en plus pauvre. D'après les estimations, **trois personnes sur cinq vivent avec moins de 1,90 dollar É.-U. par jour**, contre deux sur trois il y a 10 ans.
- **Et on estime que des milliers d'enfants centrafricains, pour la plupart des garçons, font partie des groupes armés. Des milliers d'autres, pour la plupart des filles, sont victimes d'exploitation et de violences sexuelles. Il est difficile d'évaluer exactement leur nombre du fait de l'insécurité ambiante et du manque d'accès de l'aide humanitaire**

L'un des pays du monde les plus dangereux pour les nouveau-nés et les femmes enceintes :

- **La RCA a le deuxième taux de mortalité néonatale le plus élevé du monde** : un nouveau-né sur 24 meurt dans les 28 premiers jours. Par comparaison, ce taux est de 1 sur 1 000 en Islande.
- La RCA a **le deuxième taux de mortalité maternelle le plus élevé : 882 sur 100 000 naissances vivantes**. Le risque de complications liées à la grossesse et à l'accouchement est de 1 sur 27 pour les mères, contre 1 sur 12 900 en Suède.



© UNICEF/UN0239556/GILBERTSON VII PHOTO

1. Des enfants et des familles déplacés et attaqués



Après le carnage qui a eu lieu à Bangui en 2013, des forces de maintien de la paix de la France, de l'Union africaine et des Nations Unies sont parvenues à mettre fin aux combats. L'espoir est revenu. Réunis à Bruxelles en novembre 2016, les Nations Unies et des donateurs bilatéraux et institutionnels tels que la Banque mondiale, l'Union européenne et le Fonds monétaire international se sont engagés à réaliser de nouveaux investissements visant à aider la République centrafricaine à rétablir la paix et la sécurité, à renouveler le contrat social et à redynamiser l'économie.

Mais l'euphorie n'a guère duré. Des violences ont de nouveau éclaté à la fin de l'année 2016 pour s'intensifier en mai 2017. Cette fois-ci, les combats opposaient une bonne dizaine de groupes armés, issus des forces de la Séléka et des anti-Balaka, qui se disputaient des chemins de transhumance ainsi que des terres riches en diamants, or et uranium.

Au lieu de combattre les uns contre les autres, les groupes armés prennent souvent pour cible des civils. Ils attaquent des centres de santé et des établissements scolaires et leur personnel, des mosquées et des églises, ainsi que des lieux où vivent les personnes déplacées.

Dans certains cas, ils encerclent ces sites, les privant quasiment de tout accès à l'aide humanitaire et aux services de base. Dans d'autres cas, ils infiltrent les lieux.

Le nombre de personnes déplacées par les violences est proche des niveaux atteints au plus fort de la crise en 2014.

Mais le problème est maintenant beaucoup plus généralisé, les familles étant nettement plus nombreuses à ne pas avoir régulièrement accès à la nourriture et à dépendre donc de communautés d'accueil elles aussi plus fragilisées qu'auparavant.

À la fin du mois de septembre 2018, on comptait dans l'ensemble de la République centrafricaine près de 643 000 personnes déplacées, contre 369 000 en juin 2015. Près de trois sur cinq d'entre elles vivent dans des familles d'accueil, dont la plupart sont extrêmement pauvres. Beaucoup d'enfants ont été séparés de leurs parents pendant les violences et se trouvent seuls sur des sites de personnes déplacées ou sans abri.

Si les combats ne se calment pas, de plus en plus d'enfants rejoindront ces sites de personnes déplacées ou, pire, seront contraints de se cacher dans la brousse.

Mais malgré la gravité de la situation, l'espoir subsiste.

« C'est le seul pays que je connaisse où des enfants musulmans ont des prénoms chrétiens et vice versa », explique Olivier Mirindi-Chiza, qui dirige le bureau de l'UNICEF de Bambari. « Ici, à Bambari, des jeunes, chrétiens et musulmans, ont organisé des manifestations communes en faveur de la paix. Je pense que le dialogue est le seul moyen de parvenir à la paix. Ce ne sera pas parfait, mais les tueries cesseront, les familles pourront rentrer chez elles, et les enfants – l'avenir de ce pays – pourront enfin envisager un futur meilleur. »

« Les ex-Séléka aussi bien que les anti-Balaka piétinent les droits des enfants. Les deux groupes tuent des enfants, les utilisent dans les combats [et] attaques, pillent et occupent leurs écoles. »

Olivier Mirindi-Chiza,
Chef du bureau de l'UNICEF à Bambari



© UNICEF/UN0239486/GILBERTSON VII PHOTO

AUCUN REFUGE DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LES CONFLITS

L'église catholique de Saint Charles Lwanga se trouve au cœur du site de personnes déplacées de Seko, à 80 km à l'est de Bambari. « Les gens pensaient qu'en venant ici ils seraient protégés grâce à la présence du prêtre mais ils ont été attaqués », raconte Célestin Kasse Konenji, le coordonnateur du site. « Le prêtre a été tué. Maintenant il n'y a plus de prêtre. Même les religieuses sont parties. »

Célestin Kasse Konenji, qui travaille pour la Croix-Rouge nationale en RCA, se souvient avec effroi avoir creusé les tombes de 33 personnes, dont six jeunes enfants, tuées lors de deux attaques perpétrées les 21 mars et 3 avril 2018. Le camp abritait auparavant des chrétiens et des musulmans qui avaient fui les combats entre groupes armés. Depuis ces attaques, les musulmans ont pris la fuite. Seuls quelques casques bleus protègent le camp, dans lequel vivent plus de 5 200 personnes originaires de 14 villages des environs.

Le 7 juin, environ deux mois après les attaques de Seko, Dr Josue Kenema venait de terminer une césarienne à l'hôpital universitaire de Bambari, où, avec un autre médecin et quelques agents de santé, il sert une population de 220 000 personnes réparties dans un rayon de 100 km. La patiente du Dr Kenema



© UNICEF/UN0239509/GILBERTSON VII PHOTO

était hypoglycémique et sombrait dans le coma. Un militant blessé récupérait dans une pièce voisine. Tout à coup, des hommes armés ont ouvert le feu juste à l'extérieur de la salle d'opération.

« Les tirs ont duré une demi-heure », raconte-t-il. « L'hôpital est devenu un champ de bataille. » Les patients essayaient de se protéger en se cachant et le personnel soignant a plaidé auprès des combattants pour qu'ils les laissent tranquilles.

Comme ces témoignages l'indiquent, il est très difficile d'être en sécurité dans les régions de la RCA touchées par le conflit, même dans les lieux où l'on s'attend à être à l'abri du danger.

2. Des taux de malnutrition alarmants – et le pire reste peut-être à venir



Tous les lits du service malnutrition de l'hôpital pédiatrique de Bangui sont occupés, souvent par deux enfants à la fois. Chaque patient est atteint de malnutrition aiguë sévère. Cet état potentiellement mortel est causé par une réduction de la consommation alimentaire, ou une période de maladie, ou les deux à la fois, qui entraînent une perte de poids rapide. Le risque de mourir de maladies comme le paludisme, la rougeole ou le choléra est jusqu'à neuf fois plus élevé chez les enfants atteints de cette forme de malnutrition que chez ceux qui sont bien nourris. Les enfants du service hospitalier de Bangui sont atteints de diverses complications ; certains d'entre eux ont le VIH et le sida.

« C'est pire que tout ce que j'ai jamais vu », affirme Harriet Dwyer, membre du personnel de l'UNICEF qui revient du Soudan du Sud et a auparavant passé 10 mois dans le nord-est du Nigéria, deux autres régions au bord de la famine.

Depuis 2014, le nombre d'enfants de la République centrafricaine qui allaient très probablement être atteints de malnutrition aiguë sévère a augmenté d'un tiers, d'après les projections calculées dans le cadre du Plan d'aide humanitaire de 2019 en RCA. En 2018, les taux de

malnutrition aiguë sévère parmi les jeunes enfants ont déjà dépassé le seuil d'urgence de 2 % dans plus de la moitié du pays.

Mais, aussi alarmantes soient-elles, les données nationales ne rendent pas compte de la fréquence encore plus élevée de la malnutrition aiguë parmi les enfants déplacés depuis la vague de violences et d'insécurité de la fin de l'année 2016. La plupart des familles centrafricaines dépendent de l'agriculture de subsistance et les combats ont déraciné des dizaines de milliers de foyers, qui ont trouvé refuge dans la brousse, où ils ne peuvent rien cultiver, ou dans des camps de personnes déplacées, où ils sont tributaires de l'aide humanitaire.

D'après des enquêtes rapides menées dans les préfectures de la Ouaka, du Haut-Mbomou et de la Basse-Kotte en 2017 et 2018, les taux de malnutrition aiguë sévère étaient supérieurs aux seuils d'urgence dans 16 des 18 sites de déplacement. Pour les enfants qui vivent dans la brousse ou dans des zones inaccessibles à cause de l'insécurité, « la réalité est très probablement encore plus désespérée », explique Yves Nzigndo, coordonnateur pour l'UNICEF du groupe thématique (« cluster ») Nutrition en RCA.

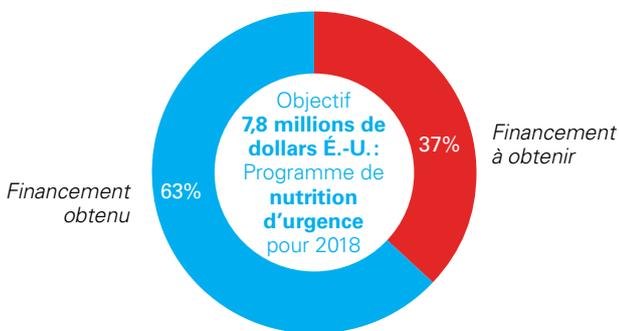
Cette crise de la malnutrition aiguë est la face la plus visible d'un problème systémique de longue date en République centrafricaine. À cause de carences nutritionnelles chroniques, au moins deux enfants centrafricains sur cinq sont maintenant atteints de retards de croissance – ils sont moins grands que les enfants de leur âge, risquent davantage de tomber malades ou de mourir et sont moins à même de s'instruire à l'école et de gagner leur vie à l'âge adulte.

« Tant que les conditions de sécurité ne s'amélioreront pas et que les gens ne pourront pas rentrer chez eux et dans leur communauté, ces taux stagneront ou s'aggraveront », explique M. Nzigndo.

En 2019, l'UNICEF fournira quasiment tous les aliments thérapeutiques, les médicaments et le matériel nécessaire pour traiter autant d'enfants que possible parmi les 43 000 qui devraient être atteints de malnutrition aiguë sévère pendant l'année, et dispensera la formation spécialisée aux agents de santé.

L'UNICEF dirigera aussi les efforts déployés avec des partenaires pour venir en aide à plus d'un million de femmes et d'enfants grâce à des mesures de lutte contre la malnutrition aiguë ou chronique. Ces interventions consisteront notamment à redoubler d'efforts pour améliorer les pratiques d'alimentation des nouveau-nés et des jeunes enfants, et renforcer l'apport en micro nutriments, le déparasitage et la distribution systématique de suppléments alimentaires. L'UNICEF et ses partenaires comptent en outre faire davantage connaître la prévention et le traitement de la malnutrition au niveau des ménages et des communautés.

En octobre, l'UNICEF n'avait atteint que 63 % de l'objectif de financement de son programme de nutrition d'urgence en RCA fixé à 7,8 millions de dollars É.-U. pour 2018.



* Dans le contexte de l'aide humanitaire, un « groupe thématique » (cluster en anglais) réunit plusieurs organismes qui mènent une action concertée en vue d'atteindre des objectifs communs dans un secteur particulier de l'intervention d'urgence. L'UNICEF dirige le groupe Nutrition en République centrafricaine.



« Tout le pays est en situation de crise, que ce soit à cause de l'insécurité ou de la pauvreté. »

Yves Nzigndo, coordonnateur pour l'UNICEF du groupe Nutrition en RCA



3. L'éducation en situation d'urgence : apprendre sous le feu des armes



Les combats qui gagnent une partie de plus en plus grande de la République centrafricaine et les déplacements de population qui en résultent risquent d'anéantir un système éducatif déjà très affaibli.

En février 2018, six agents du secteur de l'éducation, dont un consultant de l'UNICEF, ont été tués par balles près de Markounda, dans une région reculée proche de la frontière avec le Tchad. Ils étaient venus former des enseignants communautaires (appelés maîtres parents) et faire en sorte qu'une partie des 280 000 enfants centrafricains âgés de 3 à 18 ans qui avaient été contraints de quitter leur foyer puissent suivre un enseignement. Soixante pour cent de ces enfants ont dû abandonner leur scolarité.

Les maîtres parents n'ont pas de formation pédagogique ; la plupart d'entre eux n'ont pas achevé leurs études au lycée mais suivent une formation spéciale. Cette formation porte entre autres sur la prise en charge d'un grand nombre d'enfants, l'apport d'un appui psychosocial et la préparation aux problèmes de sécurité à l'intérieur des établissements scolaires et aux alentours. Les maîtres parents représentent 60 % du personnel éducatif de la République centrafricaine. Dans les régions les plus durement touchées par les combats, ce sont les seuls enseignants.

Cet incident meurtrier près de Markounda est l'une des 89 attaques contre des établissements et du personnel scolaires recensées depuis janvier 2017. Ce chiffre témoigne de la forte augmentation des attaques commises par des groupes armés, qui vont du pillage et de l'incendie à l'occupation d'écoles et à des combats à proximité.

À cause des tueries, des enlèvements, des attaques et des menaces continuelles, les enseignants qualifiés ont quitté leur poste en dehors de Bangui et des grandes bourgades. Les enseignants nouvellement formés refusent de rejoindre leur lieu d'affectation tant qu'ils ne savent pas s'ils pourront travailler en sécurité et être payés régulièrement, ce qui est quasiment impossible en dehors de Bangui, du fait du nombre très restreint de banques. De nombreuses écoles ont fermé à cause des violences ou par manque d'enseignants. Et la peur empêche souvent les enfants d'aller à l'école.

« Même si une école est ouverte, les enfants n'y iront pas si elle risque d'être attaquée ou si un enseignant a été enlevé », explique Amani Bwami Passy, coordonnateur pour l'UNICEF du groupe thématique Éducation en République centrafricaine. Pour les enfants qui ne vont pas à l'école, le risque d'être exploités, d'être recrutés par des groupes armés ou de se livrer à des activités criminelles est très élevé. Les filles courent des risques supplémentaires de

violences sexuelles, de mariage précoce et de grossesse pendant leur adolescence.

À l'échelle nationale, sept enfants et adolescents centrafricains sur 10 abandonnent leur scolarité. Moins de trois sur cinq achèvent leur scolarité dans le primaire et seulement 6 % finissent leurs études secondaires. Il est frappant de constater que dans les zones touchées par des conflits où l'UNICEF a des programmes, la proportion d'enfants qui vont à l'école et passent leurs examens est plus élevée que dans les situations non urgentes. Cela est dû au fait que les programmes d'éducation en situation d'urgence donnent pour la première fois accès à un milieu scolaire à de nombreux enfants, notamment des filles, qui, pour des raisons culturelles ou socio-économiques, ne pourraient pas aller à l'école en temps ordinaire.

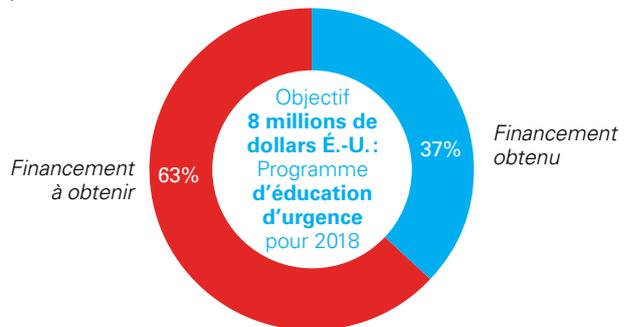
En situation d'urgence, contrairement aux écoles « normales » de la République centrafricaine, les enseignants de la communauté sont payés régulièrement, suivent une formation et sont plus présents dans les salles de classe. Les écoles deviennent ainsi plus que des lieux d'apprentissage. Elles offrent un cadre protecteur absolument nécessaire et permettent aux enfants d'être des enfants.

L'UNICEF a aidé à mettre en place des centaines de lieux d'apprentissage temporaires et a formé des milliers

d'enseignants communautaires en République centrafricaine. L'organisation a également établi des programmes de rattrapage pour les enfants qui ont manqué l'école depuis 2014, année au cours de laquelle plus de 65 % des établissements scolaires du pays étaient fermés ou ne fonctionnaient pas à cause des combats.

En 2019, l'UNICEF continuera à donner des possibilités d'apprentissage aux enfants touchés par la crise et à former des enseignants communautaires. L'organisation veillera également à ce que les enfants qui appartiennent à un groupe ethnique ou religieux minoritaire puissent aller à l'école.

En octobre, l'UNICEF n'avait obtenu que 37 % de l'objectif de financement de son programme d'éducation d'urgence en RCA fixé à 8 millions de dollars É.-U. pour 2018.



LA PAIX PAR L'ÉDUCATION : « LA COHÉSION SOCIALE COMMENCE DANS LES ÉCOLES »

Quand les combats ont éclaté à Bambari en avril 2014, Gbiassango Kommando Alain, directeur de l'École Application Mixte, s'est dépêché de faire le tour des salles de classe de l'école, de dévisser les fenêtres et portes en bois et de les cacher chez lui pour qu'elles ne soient pas volées. Tout le reste a été pillé et des cadavres ont été jetés dans les puits de l'école.

Pendant les vacances d'été de 2018, environ 80 élèves, déplacés pour beaucoup d'entre eux, ont participé à une session de rattrapage organisée à l'École Application Mixte avec l'appui de l'UNICEF pour compenser les jours d'école perdus. Les fenêtres et les portes avaient été remises en place en 2017 et les travaux de construction d'un nouveau puits étaient en cours.

« Nous avons besoin de sécurité. Une fois que nous serons en sécurité vous verrez toutes les écoles rouvrir et tous les enfants y retourner », explique Alain. « Tout ce qui s'est passé dans ce pays est dû au fait que les gens ne sont pas allés à l'école et sont ainsi devenus des bandits et des rebelles. »

L'enseignant ajoute : « L'école enseigne la citoyenneté et les droits. La cohésion sociale commence dans les écoles et là où il y a cohésion sociale, il y a la paix. »



© UNICEF/UN0239529/GILBERTSON VII PHOTO

4. Protéger les enfants et les jeunes de séquelles durables

Au cours des neuf premiers mois de 2018, près de 500 enfants ont été relâchés par des groupes armés en RCA. Mais des milliers d'autres restent piégés.



© UNICEF/UN0239498/GILBERTSON VII PHOTO

Les filles et les garçons que la violence ou la pauvreté extrême amène à rejoindre des groupes armés subissent des atrocités indicibles. Pour ceux qui parviennent à s'en extraire, il peut falloir des années pour se remettre de ces épreuves. Parce que c'est le désespoir qui les a conduits dans ces groupes armés, leur réadaptation ne peut être durable que si on leur donne les compétences, les connaissances et la confiance nécessaires pour bâtir une vie décente.

Depuis 2014, quelque 13 000 enfants centrafricains, dont environ 3 200 filles, ont été libérés des groupes armés avec l'appui de l'UNICEF. Principalement par manque de financement pluriannuel, ainsi qu'à cause de moyens techniques restreints et de la difficulté d'accéder aux enfants dans les zones dangereuses, 30 % de ces enfants n'ont toujours pas reçu l'aide indispensable à la réintégration.

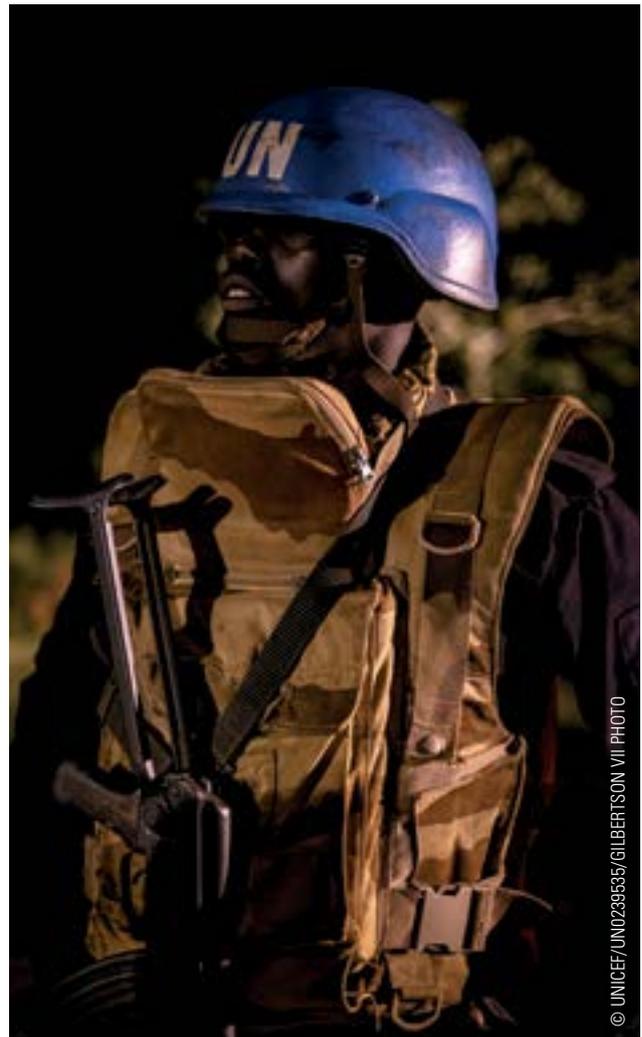
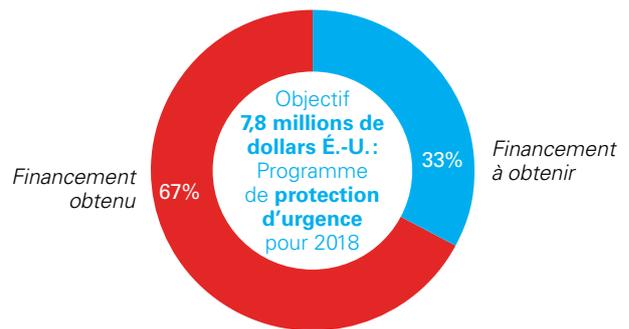
Idéalement, l'appui à la réintégration est un processus qui s'étend sur plusieurs années et aide les enfants et les jeunes à rentrer dans leur famille et reprendre leur vie de civil. Il s'agit notamment de leur fournir logement et soins de santé, programmes éducatifs, formation professionnelle et soutien psychosocial et de localiser leur famille. Faute de moyens financiers et du fait de la nécessité de venir en aide à un plus grand nombre d'enfants libérés des groupes armés, la plupart des enfants centrafricains qui ont accès à cet appui n'en bénéficient que pendant une période allant de trois à six mois.

Les enfants « démobilisés » qui ne bénéficient pas d'appui à la réintégration sont parfois rejetés par leur famille. Les filles sont stigmatisées car elles sont considérées comme « corrompues » sexuellement. Ces enfants risquent fort de rejoindre de nouveau les groupes armés. Après leur deuxième recrutement, la probabilité qu'ils reviennent dans un programme de réintégration est beaucoup plus faible.

Des milliers de filles sont victimes de violences sexuelles, commises non seulement par des membres des groupes et des forces armés mais également par des personnes qu'elles connaissent et en qui elles ont confiance. On ne connaît pas précisément le nombre exact de ces violences car elles ne sont pas fréquemment signalées. Les victimes sont souvent peu désireuses de se manifester, en grande partie à cause de l'opprobre qu'elles subiraient, mais aussi parce que peu de services existent pour les aider et parce que la probabilité que les auteurs des faits soient traduits en justice est faible.

Dans d'autres cas, des filles et des femmes sont contraintes de se prostituer car c'est le seul moyen pour elles et pour leurs familles de survivre. Elles aussi ont besoin d'un appui durable, bien après le traumatisme initial subi.

En octobre, l'UNICEF n'avait atteint que 33 % de l'objectif de financement de son programme de protection d'urgence en RCA fixé à 8,9 millions de dollars É.-U. pour 2018.



TANGUY MANDAKATCHA, « PROTECTRICE D'ENFANTS »

Ces deux dernières années, Tanguy Mandakatcha, 34 ans, a accueilli 11 enfants séparés de leurs parents du fait des combats en République centrafricaine. Les enfants vivent avec Mandakatcha, son mari et leurs trois enfants dans le domicile familial situé dans un quartier chrétien de Bambari. Ils y resteront jusqu'à ce qu'Espérance – l'ONG bénéficiant du soutien de l'UNICEF où travaille Mandakatcha, spécialiste de la violence basée sur le genre – parvienne à localiser leur famille et à vérifier qu'ils peuvent y retourner en sécurité.

Seydou Ousmane, 8 ans, est le dernier arrivé des 11 enfants placés dans la famille et le premier à être musulman. « *Je suis une protectrice d'enfants* », déclare Mandakatcha. « *J'ai le droit d'accueillir tout enfant, sans discrimination.* »

Seydou a perdu sa mère et son père a été tué dans les combats. Il raconte avoir parcouru à pied les 50 km depuis sa ville de Maloum, puis avoir été pris en charge par un camionneur qui

l'a déposé sur la place du marché de Bambari. Il y a dormi avec d'autres enfants des rues jusqu'à ce qu'un agent humanitaire le trouve et le conduise à Espérance.

Lors de la première nuit qu'il a passée chez Mandakatcha, Seydou ne répondait à aucune question mais a insisté pour dormir dans le lit de Mandakatcha. La nuit suivante, elle l'a persuadé de dormir avec les autres enfants, en lui disant : « *Je suis aussi ta mère. Tu es en sécurité avec moi et tu peux jouer avec mes autres enfants.* » Il aime maintenant jouer à des jeux de société et au football et rêve d'avoir un maillot et des chaussures du Real Madrid.

D'après Mandakatcha, aucun de ses voisins ne voit d'un mauvais œil qu'elle accueille un enfant musulman. « *Nous sommes en période de crise* », affirme-t-elle. « *Il y a tellement d'enfants qui ont besoin d'aide. Ce n'est qu'un enfant.* »



5. Le **besoin urgent** de sécurité et de paix





Dans toute la République centrafricaine, les familles ont peur de dormir chez elles, d'envoyer leurs enfants à l'école ou d'aller au marché. Les familles déplacées de force ont installé des abris de fortune aussi près que possible des positions des forces de maintien de la paix, des mosquées, des églises ou des hôpitaux. Les interventions humanitaires menées à quelques kilomètres en dehors des grands centres urbains nécessitent une escorte armée.

Il ne sera possible de renforcer l'action humanitaire et d'instaurer des conditions propices à un véritable développement durable que lorsque les communautés se sentiront en sécurité et que le personnel qui fournit une aide et des services vitaux pourra atteindre tous les enfants qui en ont besoin.

En République centrafricaine, il faudra considérablement améliorer la sécurité pour parvenir à de telles conditions. Mais la crise s'aggrave actuellement. Les besoins s'accroissent, ainsi que les souffrances, tandis que les mécanismes d'adaptation de la population s'affaiblissent de plus en plus. Parallèlement, le financement de l'action humanitaire globale a fortement diminué depuis 2014, à mesure que les donateurs affectent maintenant les ressources à une phase de relèvement qui n'a pas encore donné de résultats concrets.

Pour instaurer des conditions propices à la paix et à la prospérité à long terme, la République centrafricaine a besoin d'une action humanitaire intégralement financée ainsi que d'un appui au développement tout aussi urgent. L'action humanitaire et (dans certains cas) les activités de relèvement étant menées côte à côte, le financement devrait être aussi souple que possible afin de pouvoir être utilisé avec le maximum d'efficacité.

Pour que la République centrafricaine puisse sortir de ces crises chroniques, avec l'appui de la communauté internationale, le pays doit veiller à ce que cette génération d'enfants n'ait plus à subir la violence et la pauvreté. Cela n'est possible qu'en protégeant, en éduquant et en encourageant les enfants, quelles que soient leurs circonstances, pendant des années à venir. Pour cela, la République centrafricaine aura besoin de bien plus de moyens, dès maintenant ainsi qu'à long terme.

Les enfants et les jeunes Centrafricains seront sinon condamnés à un lent et pénible naufrage et à perdre tout espoir, ainsi que leur avenir et, pour beaucoup d'entre eux, leur vie.

LES ENFANTS EN DANGER EN RCA : DEUX RÉCITS DE VIOLENCE ET D'ESPOIR*

* Les prénoms ont été modifiés par souci d'anonymat.



© UNICEF/UND239568/GILBERTSON VII PHOTO

LE RÉCIT DE LAURENT «Faites sortir tous les enfants des groupes armés»

Laurent, 20 ans, a été enfant soldat pendant un an et demi en République centrafricaine. Il a été libéré en 2015 et a alors passé un an dans un programme de réintégration bénéficiant du soutien de l'UNICEF. En septembre 2018, il avait été formé au métier de mécanicien et avait appris à faire pousser des légumes et à élever du bétail, en plus d'avoir appris les bases de la lecture et de l'écriture.

Le 5 décembre 2013, se souvient Laurent, il a rejoint la milice anti-Balaka à Bangui. C'était le jour où, encouragés par des groupes armés, les musulmans et les chrétiens se sont livrés à des massacres. « Ils [les Séléka] sont venus dans mon quartier. On a été attaqués et on s'est défendus », raconte-t-il. Les anti-Balaka voulaient repousser les combattants Séléka vers un quartier musulman de Bangui qui s'appelle le PK 5.

« Il n'y a rien besoin d'apprendre pour devenir un anti-Balaka », remarque Laurent, ajoutant que cela consiste seulement à suivre

des ordres. « On vous donne une arme et vous l'utilisez... Si on vous dit de tuer ou d'attaquer, vous le faites. »

Laurent raconte avoir donné au groupe des informations sur les déplacements des Séléka et avoir aidé à débarrasser des cadavres. Il n'en dira pas plus sur ce qu'il a fait quand il était avec les anti-Balaka. « Dieu m'a envoyé l'UNICEF pour me faire sortir du groupe », explique-t-il. « Cette période de ma vie est finie. Je n'y retournerai jamais, quoi qu'il arrive. »

Quand Laurent a entendu parler du programme de réintégration, il a d'abord été sceptique : « On pensait que l'UNICEF nous mentait pour affaiblir le groupe afin que la Séléka puisse de nouveau nous attaquer. Mais notre chef nous a dit : « Allez voir vous-même et si ça ne vous plaît pas, vous pouvez revenir. »

Laurent a vite été convaincu. « Il y a eu une grande cérémonie organisée pour notre libération [du groupe armé], et on a reçu des T-shirts et des maillots de foot et on a compris qu'on allait pouvoir suivre une formation professionnelle », raconte-t-il. « On a compris que c'était pour de vrai. »

Les anciens enfants soldats étaient hébergés et allaient à l'école en bus. Petit-déjeuner, déjeuner et dîner leur étaient distribués tous les jours. « Quand je suis retourné dans mon quartier », raconte Laurent, « j'ai dit aux aînés que j'avais la possibilité de faire des études. Ils m'ont dit : « C'est une chance et tu dois la saisir. »

Son meilleur ami des anti-Balaka a décidé de quitter le programme de réintégration. « Il trouvait que c'était inutile de faire des études. Tout ce qu'il voulait, c'était piller », explique Laurent, qui regrette que cet ami ait ensuite été tué en essayant de voler une moto. Cinq ou six autres anciens enfants soldats de sa connaissance sont retournés chez les anti-Balaka. « Avec les anti-Balaka, on a davantage d'argent », dit-il.

« Pour moi, ça va bien maintenant », ajoute Laurent. « Je peux gagner ma vie. Mais si l'UNICEF veut vraiment aider, alors faites sortir tous les enfants des groupes armés. Parcourez le pays pour trouver tous les enfants qui n'ont rien, qui dorment dehors sans toit. Mettez-les à l'école. S'ils ne veulent pas s'instruire, tant pis, mais s'ils le veulent, vous devez les aider. Beaucoup de fille sont forcées de vendre leur corps simplement pour survivre et cela ne devrait pas être ainsi. Ce dont nous avons besoin, ce sont des emplois. Tant que je peux gagner assez d'argent tous les jours pour me nourrir, je n'y retournerai jamais. »



© UNICEF/UN0239446/GILBERTSON VII PHOTO

LE RÉCIT D'ESTHER

« Je ne veux plus souffrir »

Le jour où Esther, 17 ans, a été enchaînée et violée par un militant a commencé comme n'importe quel autre jour.

Sa routine quotidienne consistait à aider à faire le ménage, aller chercher de l'eau et acheter des légumes au marché de la ville de Kaga-Bandoro, près de là où elle habitait avec ses parents, un frère aîné et une jeune sœur. Elle aimait jouer à cache-cache et danser avec sa sœur.

Lorsque les premiers coups de feu ont retenti, ses parents ont appelé Esther en criant. Puis, le chaos complet s'est installé quand un groupe armé a attaqué des villageois non armés. Elle s'est jetée sur le sol puis a couru et couru. Elle était seule quand la nuit est tombée. Elle est entrée dans une habitation abandonnée pour se cacher mais un militant l'y a trouvée. Il l'a attachée avec une chaîne et lui a dit qu'il tirerait si elle criait. Elle n'a repris conscience que le lendemain matin, le bas du corps ensanglanté.

Un passant a fini par trouver Esther et la libérer. Elle s'est réfugiée dans un site de personnes déplacées, où elle a appris que ses parents avaient été tués. Seule, elle est montée dans un camion qui emmenait d'autres personnes déplacées dans la capitale, Bangui, où elle avait de la famille.

Esther s'est vite rendu compte qu'elle était enceinte quand elle n'a pas eu ses règles. Elle vivait alors avec une tante dans une maison familiale située près de l'aéroport de Bangui. Elle a accouché seule, sans aucun proche, après une césarienne, du fait de sa très petite taille. Aucun membre de sa famille n'est venu la voir à l'hôpital, explique-t-elle, « à cause de ce qui m'est arrivé à Kaga-Bandoro. »

Esther n'a pas d'ami à Bangui mais ne veut pas retourner à Kaga-Bandoro car elle a peur d'être tuée. Sa sœur et son frère vivent séparément chez d'autres membres de la famille. Sa tante la force à travailler à la maison, à faire le ménage et à préparer des repas pour près d'une douzaine d'autres membres de la famille. Elle ne va pas à l'école avec les autres enfants.

« Je ne veux plus souffrir », dit Esther. « Je veux suivre une formation pour apprendre à coudre. »

Béthanie, une ONG bénéficiant du soutien de l'UNICEF, a aidé Esther pendant sa grossesse et l'aide maintenant à élever sa fille en lui fournissant des aliments, des vêtements et un appui social. Aujourd'hui, le nouveau-né est tout ce qui compte pour elle.

« Le bébé m'apporte la paix », dit-elle.

6. Financement de l'action d'urgence

Le plan d'action d'urgence de 56,5 millions de dollars de l'UNICEF pour la RCA en 2018 vise à aider un million de personnes, dont 700 000 enfants, en leur apportant une assistance humanitaire. Les principales priorités consistent à vacciner les enfants, soigner la malnutrition aiguë sévère, faire en sorte que les enfants en d'âge d'aller à l'école puissent poursuivre leur scolarité et les protéger des graves violations. L'appui en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène est intégré dans ces différents domaines prioritaires.

Entre janvier et septembre 2018, un mécanisme de réaction rapide dirigé par l'UNICEF et destiné à fournir des articles non alimentaires indispensables et des

fournitures d'eau, d'assainissement et d'hygiène aux communautés touchées par de violents événements a déjà permis d'aider près de 180 000 personnes. Ce nombre dépasse le total de 160 000 personnes qu'il était prévu d'aider pendant toute l'année et est supérieur de 65 000 au nombre de personnes aidées pendant la même période en 2017.

Les données qui suivent présentent les résultats obtenus à ce jour par l'UNICEF en République centrafricaine. Elles font également apparaître la nécessité d'affecter beaucoup plus de ressources à la situation pour répondre aux besoins des enfants et des jeunes dans cette situation de crise.



© UNICEF/UN0239471/GILBERTSON VII PHOTO

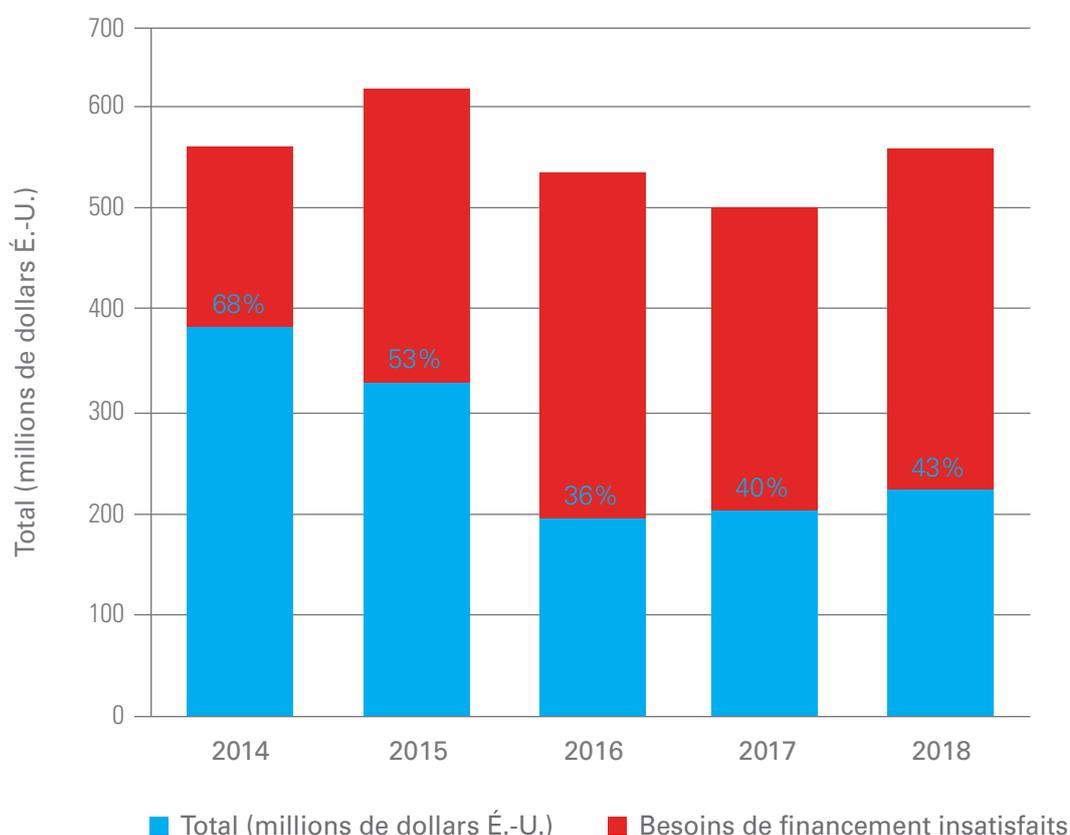
Résultats obtenus par l'UNICEF pour les enfants en RCA en 2018 (au 31 août)

PROGRAMME	Objectif pour 2018	Résultats de l'UNICEF
NUTRITION		
 Enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë sévère et admis en soins thérapeutiques	27 961	19 298
Taux de guérison (%)	>75%	89,65%
SANTÉ		
 Enfants de moins de 5 ans vaccinés contre la polio	910 000	485 812
Personnes et enfants de moins de cinq ans des sites de déplacement et des enclaves ayant accès à des services de santé et des médicaments essentiels	500 000	10 223
EAU, ASSAINISSEMENT & HYGIÈNE		
 Personnes touchées par la crise ayant accès à de l'eau salubre pour boire, pour cuisiner et pour l'hygiène personnelle	600 000	76 345
Personnes touchées par la crise ayant accès à des installations sanitaires adéquates	300 000	54 556
Filles/femmes touchées par la crise ayant accès à des services de gestion de l'hygiène menstruelle	45 000	5 180
PROTECTION DE L'ENFANCE		
 Enfants ayant reçu un appui psychosocial dans des espaces adaptés aux enfants	100 000	67 043
Enfants libérés des forces/groupes armés ayant reçu un appui à la réintégration	3 500	498
Enfants séparés, non accompagnés et enregistrés ayant bénéficié de services de réunification	800	511
Femmes et enfants ayant bénéficié de services de prévention et d'intervention contre la violence liée au genre	1 000	221
ÉDUCATION		
 Nombre d'enfants (filles et garçons de 3 à 17 ans) des zones touchées par la crise qui ont accès à l'éducation	85 000	66 478
Enfants recevant du matériel éducatif	100 000	62 942
Enfants (filles et garçons de 3 à 17 ans) allant à l'école et ayant un enseignant formé à l'appui psychosocial	100 500	74 028
MÉCANISME DE RÉACTION RAPIDE		
 Personnes extrêmement vulnérables ayant reçu des articles non alimentaires après un choc	160 000	138 708
Personnes touchées bénéficiant d'interventions adéquates en eau, assainissement et hygiène après un choc	70 000	85 790

Appels humanitaires pour la République centrafricaine (2014-2018) : une crise chronique et sous-financée

ANNÉE	Appel de l'UNICEF (en millions de dollars des É.-U.)	Fonds reçus (en millions de dollars des É.-U.)	Déficit de financement
2014	81	38,3	53 %
2015	70,9	41,4	42 %
2016	55,7	31,5	44 %
2017	53,6	24,8	52 %
2018 (au 31 octobre)	56,5	29,7	56 %

Évolution du financement du plan d'action/des appels
(Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, OCHA)



Financement humanitaire de l'UNICEF en RCA pour 2018 (en dollars É.-U., au 31 octobre)

Secteur	Besoins de financement	Fonds disponibles			Déficit de financement	
		Fonds reçus – année en cours	Report	Total reçu	Dollars É.-U.	%
Nutrition	7 800 000	4 750 375	156 576	4 906 951	2 893 049	37 %
Santé et VIH/sida	9 000 000	0	59 240	59 240	8 940 760	99 %
Eau, assainissement & hygiène	9 600 000	1 271 736	488 711	1 760 447	7 839 553	82 %
Protection de l'enfance	8 900 000	2 535 541	377 766	2 913 307	5 986 693	67 %
Éducation	8 000 000	2 710 743	256 051	2 966 793	5 033 207	63 %
Mécanisme de réaction rapide	11 700 000	13 549 508	3 574 739	17 124 246	0	0 %
Coordination de groupes thématiques/secteurs	1 500 000	300 000	0	300 000	1 200 000	80 %
Total	56 500 000	25 117 902	4 913 082	30 030 985	31 893 262	56 %

Merci !

L'UNICEF RCA remercie ses partenaires et donateurs, sans lesquels son action en faveur des enfants centrafricains ne serait pas possible.





© UNICEF/UN029395/6/GILBERTSON VII PHOTO



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Marixie Mercado
UNICEF Genève
mmercado@unicef.org

Donaig Le Du
UNICEF RCA
dledu@unicef.org

Thierry Delvigne-Jean
UNICEF Afrique de l'Ouest et du Centre
tdelvignejean@unicef.org

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Novembre 2018

SOS Enfants est une série de notes d'information qui présente les principaux défis concernant les enfants en situation de crise. Cette édition est consacrée à la situation des enfants et de leur famille en République centrafricaine.

Ce SOS Enfants rappelle que la vie de 1,5 million d'enfants de République centrafricaine ne tient qu'à un fil. Les enfants centrafricains font partie des 250 millions d'enfants vivant dans des pays et zones en proie à des conflits armés. L'an dernier, l'UNICEF a lancé la campagne mondiale #ChildrenUnderAttack pour attirer l'attention sur la situation de ces enfants extrêmement vulnérables.